

L'économie sociale et solidaire **du fragment au tout**

1. Une rétrospective

Risquons-nous à une rétrospective sommaire.

Dans un premier temps, des individus se distinguent en prenant en charge une situation humaine triste, difficile, négative. L'engagement de ces volontaires a en général une dimension personnelle – parce que c'est lui et que c'est moi. On les regarde faire. On les trouve bien bêtes ou on admire leur dévouement. Les chiens aboient, la caravane passe.

Leur volontariat fait école, au sens de « se répand » : il s'applique à des souffrances de plus en plus diverses et contrastées, les handicapés mentaux et physiques, les ventre creux et les obèses, les mendiants et les surendettés.

A cette école n°1, celle de l'attention portée à son prochain s'en adjoint bientôt une seconde. Le volontariat se professionnalise. Il y a des choses qu'il vaut mieux savoir et des improvisations fatales. Et enfin troisième école : celle des moyens matériels, des appuis à trouver pour survivre, à commencer par vous, pour que ceux que vous aidez ne soient pas abandonnés à leur triste sort si vous disparaissiez.

L'engagement personnel peu à peu s'institutionnalise et toutes les institutions caritatives s'orientent comme naturellement vers une double autonomisation : celle des personnes auxquelles on apporte un secours et celle de leurs ressources propres, en tant qu'institutions.

L'Eglise nous donne un exemple de cette triple école : elle a attiré les volontaires, elle leur a appris à aider comme on apprend n'importe quel métier, et elle s'est peu à peu constitué tout un patrimoine de bonnes œuvres, qui vivaient de leurs terres, d'activités diverses, et se soutenaient les unes les autres. Son exemple a donc largement retardé le moment où la collectivité publique a cessé de se défausser sur elle du soin d'éponger les malheurs et douleurs.

Il l'a retardé aussi pour une autre raison. Il a fallu en effet attendre le moment où les souffrances et les douleurs n'ont plus été vécues dans un certain rapport avec la volonté de Dieu ou avec la punition du péché originel ou personnel.

L'autonomie morale des individus, conquête relativement récente, s'est croisée avec celle de l'autonomie politique dans son rapport à la puissance de l'Eglise.

2. Trois contraintes inhérentes au travail social dans les conditions actuelles

De cette rétrospective on peut tirer au moins trois leçons.

1. La première, que plus on soigne plus il y a à soigner.

Les « cas » sont de mieux en mieux connus, et les boîtes dans lesquelles les ranger, à qui les confier. Mais de ces « cas », on en invente toujours de nouveaux. Les différences deviennent de plus en plus sensibles, de plus en plus insupportables, d'autant plus insupportable qu'on connaît des gens à qui les confier, pour leur bien, évidemment...

Des gens dont on exagère alors à dessein les compétences et dévouements. La triple obligation signalée par Marcel Mauss, celle de donner, de recevoir et de rendre, joue à fond, d'une manière qu'on peut tourner en dérision. Tous ces infirmes et laissés pour compte, dont on vous fait cadeau, vous devez les recevoir comme un signe de reconnaissance. On reconnaît votre utilité, et vous allez le « rendre » en le prouvant.

2. Deuxième leçon : celle de votre utilité, justement.

A la place que vous occupez pour aider, sous la casquette que vous portez, celle de policier, de juge des enfants, d'éducateur de rue, vous n'avez aucun moyen d'intervenir au niveau des causes. L'enseignant spécialisé dans le rattrapage scolaire, par exemple, ne peut rien contre une course aux résultats de plus en plus sévères, qui distingue de plus en plus tôt ceux qui ne suivent pas.

Il ne peut, comme le juge des enfants et tant d'autres travailleurs sociaux, qu'éponger les dégâts. Pour protester il faut changer de casquette. Et sous cette autre casquette d'ailleurs, il faut faire très attention aux dispositifs choisis pour freiner le débit des assistés. Attention à l'eugénisme, dans le cas des trisomiques, attention à ne pas détourner le contrôle des naissances, en Inde, par exemple, pour éviter de naître femme, attention de ne pas attenter aux libertés en enregistrant tous vos emprunts et prévenir avant que vous ne soyez trop endetté.

Pour que votre protestation soit entendue, il faut jouer à fond l'argument de la contre-productivité, comme les incarcérations qui achèvent d'éduquer les jeunes à certaines pratiques et en font des héros à la sortie, et en général de toutes les interdictions, qui ont pour effet de créer ou d'entretenir des niches de distinction, ou de provocation, qui appellent au secours.

3. Ceci introduit à la troisième leçon, relative à la norme.

Certaines normes, celles du mieux-vivre de base, ne se discutent pas. Par exemple tout faire pour qu'un infirme puisse saisir un objet, porter un aliment à sa bouche, pouvoir se déplacer, j'en passe. Il s'agit de normes physiques.

Et puis il y a celles qui touchent indifféremment l'ensemble des usagers, les normes sociales, qui font remarquer les différences et engendrent des exclusions. Lire, écrire, compter, se présenter, créent des fractures sociales sur lesquelles il est inutile d'insister. Le travail social consiste alors à rattraper, « mettre à niveau ». Il ramène donc à la norme, ou le plus près possible de la norme, il fait en sorte que ce qu'il y a d'anormal dans la normale ne se voie pas. Mais il facilite aussi la production de nouvelles normes, de nouvelles exigences et un contrôle social de plus en plus sévère.

Le travailleur social est fort mal placé pour critiquer le système, puisqu'il en vit. Le mot « collabo », qui s'appliquait à ceux qui acceptaient l'invasion des Nazis semble un peu fort pour qualifier l'attitude générale du travailleur social. Il serait pourtant pertinent d'en faire usage pour réveiller les bonnes consciences et rappeler que certaines **conditions sont inacceptables et appellent à y résister.**

3. Victoires à la Pyrrhus

Le problème est que pas plus les travailleurs sociaux que les autres ne voient pas clairement par quoi ni par qui ils sont occupés. Comment la puissance qui les occupe leur apparaîtrait-elle comme étrangère ? Elle les tient à sa disposition depuis leur naissance et ils ne doivent de survivre qu'en s'adaptant à ses diktats comme s'ils étaient naturels.

Qu'est-ce qui unifie pourtant tous les champs du travail social ?

Le problème de l'argent. La dernière illustration vient de nous en être donnée par le président Sarkozy au sujet de la dépendance. Celle-ci se traduit en effet par un triple rapport à l'argent. Ceux qui ont en charge une personne dépendante n'ont pas l'argent et cette charge les gêne pour travailler dans des conditions normales. La personne dépendante ne gagne pas d'argent, ou sa retraite et les allocations ne suffisent pas à sa prise en charge convenable. Mais voyez comme le système économique est bien fait si on sait s'en servir : car s'occuper de ces gens peut créer des emplois, à condition bien entendu de créer des profits monétaires, mais on se garde bien de le dire et devinez qui les créera ?

Toutes les situations douloureuses se ramènent à des questions d'argent. L'injustice par rapport aux soins, c'est de l'argent dont on n'a pas assez et qu'il va falloir trouver. Le chômage, c'est de l'argent, la retraite aussi. Et pourquoi faut-il prouver vos savoirs, attraper des diplômes ? Pour se valoriser sur le marché de l'emploi, garder son emploi ou en changer plus facilement. Une séparation, un deuil, un accident, c'est aussi de l'argent.

Toutes les situations douloureuses aboutissent à déclarer des droits. Droit au travail, droit aux allocations familiales. Droit à une fin de vie décente, aux soins médicaux, le droit au logement. Chacun de ces droits est une conquête, que nous fêtons comme telle. Mais ils sont étroitement associée à leur financement. Ils n'ont d'ailleurs été reconnus que dans la mesure où on avait de quoi les financer, et où ça coûterait plus cher, physiquement et politiquement, si on n'intervenait pas à temps.

Nous fêtons les droits sociaux comme des victoires. Ce sont pourtant autant de victoires à la Pyrrhus, dans la mesure où elles contribuent à réduire la condition humaine à un construit social artificiel qui ne connaît qu'un matériau : l'argent.

La condition monétaire n'explique pas les handicaps physiques, les trisomiques 21, elle n'explique pas tous les malheurs conjugaux. Mais elle explique à 100% l'économie sociale, obligée de compter en argent pour vaincre les misères de l'argent.

Nous multiplions les astuces pour protéger et créer des niches de protection. Il reste que ce sont des niches, et que nos qualités de dévouement, de gestionnaires, seraient mieux employées dans une économie sans argent.

Mais une économie sans argent ? Est-ce possible ?

4. Le pivot du changement

La preuve qu'elle est possible, elle nous est donnée tous les jours rien qu'en achetant votre journal. Les codes à barres dont tous les articles sont aujourd'hui munis activent deux circuits.

Le premier, celui des prix, le seul auquel nous prêtons attention. Et puis celui des renouvellements.

Si celui des prix tombait en panne, ce serait la catastrophe, pensons-nous, parce que le fournisseur ne serait plus remboursé et ne pourrait plus reproduire sa marchandise. Mais imaginons sérieusement ce qui se passerait s'il était supprimé. L'entrepreneur qui a fourni le produit recevrait, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui le signal qu'il faut renouveler son produit, son service. Il répercuterait le signal à ses propres fournisseurs, et ceux-ci aux leurs.

Dans une économie sans argent, où les données sont informatisées, l'entrepreneur n'est pas empêché de se réapprovisionner pour des questions de prix, comme aujourd'hui. Aujourd'hui, si les matières premières sont devenues trop cher, il ne peut pas suivre, il n'est plus suffisamment concurrentiel, il doit fermer boutique, et licencier. Seules les entreprises les plus performantes, en termes de profits monétaires, peuvent se les procurer, ou emprunter pour le faire.

Nous touchons là les limites que l'argent lui-même impose à l'argent, sans parler de la chute des cours, quand les entrepreneurs ont si bien travaillé qu'il y a surproduction et chute des cours. Les prix descendent au-dessous du prix de revient, et alors on brade, on brûle, ou on porte la production à un organisme d'Etat qui vous donne une subvention et détruit au lieu de distribuer, et nous devons demander à la gendarmerie locale de cesser de surveiller les poubelles à la fin des marchés, pour les protéger contre les vols des SDF.

La faisabilité de l'informatisation des données du plus proche au plus lointain ne pose pas de problème techniques insurmontables. Elle est certainement moins perverse que la titrisation des dettes ! De nouveaux problèmes surgiront (cf. *prosperdis.org*). Il faut déjà y penser, mais en fonction des avantages. Par exemple ?

Dans une économie sans argent, si quelque part, tout à coup, en amont, les fournisseurs ne peuvent pas fournir, ce ne sera pas parce que c'est trop cher, mais parce que le renouvellement n'est pas possible. Il faudra y pourvoir dans de tout autres conditions, et la planète n'y perdra pas : son souci interviendra dès la création de l'entreprise.

Dans le cadre d'une économie sans monnaie, les banques deviennent des banques de données. Elles enregistrent tout ce qu'il y a et calculent les seuils de renouvelabilité au-delà desquels on ne peut aller sans menacer l'environnement. Elles donnent accès aux choses du plus proche au plus lointain et permettent donc de récupérer plein de ressources locales oubliées. Je vous laisse broder sur ce canevas, étudiez-le bien, et vous verrez que tout cela peut se mettre rapidement en place, aussi rapidement que l'euro.

5. La maîtrise des usages

Les conséquences de l'abolition de la monnaie sont considérables.

Reconquête des ressources locales, fin de la colonisation du Nord par le Sud et de celle qui s'annonce par l'ex-Empire du Milieu. La solidarité internationale prend le pas sur le profit qu'il faut absolument faire, fin de la financiarisation de l'économie.

Les travailleurs ne devront plus travailler pour la croissance monétaire, dont une proportion de plus en plus étroite est reconvertie en salaires. Ils ne verront plus les conditions de travail sacrifiées aux profits monétaires ni les avantages sociaux à l'apurement des dettes. Ils auront un accès direct au fruit de leur travail et non plus par le truchement d'un salaire plus ou moins élevé. Ils retrouveront le droit de se nourrir eux-mêmes et renouvelleront les produits et services en fonction de leurs usages à eux et non plus des profits qu'il faut en faire sur le marché.

C'est à la lumière de la maîtrise de leurs usages qu'il nous faut donc imaginer ce que deviendra le comportement des usagers et non plus des résultats d'une aliénation qui a forgé les comportements et ce qu'on prend pour la nature humaine.

L'idée d'abolir la monnaie provoque encore aujourd'hui une objection massive. C'est un peu comme « si Dieu n'existe pas, tout est permis ». Que vont faire les gens s'il n'y a plus la carotte et le bâton du salariat, s'ils n'ont plus d'instrument pour se comparer ? « S'il n'y a plus d'argent, ils ne voudront plus rien faire !! ».

Rassurons-nous. A une enquête menée au sujet de l'attribution du revenu d'existence à tous 10% des personnes interrogées disent carrément non. 90% disent OUI.

Dans l'hypothèse où il serait appliqué, 60% oui, sans réserve, parce que ça ne changerait rien pour eux, ils aiment ce qu'ils font. 30% oui, mais plus à plein temps ou pour faire autre chose. 10% disent dormir, puis voyager, reprendre des études.

Ces 30 et 10% ne désirent pas être inactifs, juste pouvoir s'investir dans des activités choisies, et s'ils se reposent, puis voyagent, ou reprennent des études, ce n'est pas perdu pour la société. On les retrouvera tôt ou tard en pleine activité et même suractifs, papillonnant d'une activité à l'autre, comme beaucoup de retraités d'association en associations.

Dans cette même enquête, à la question « est-ce que les autres iraient travailler », 80% disent NON. Ils pensent que les autres n'iraient pas. Mais eux, ils iraient, et à 80% ça fait une confortable majorité. Si donc vous associez cette majorité à l'intérêt renouvelé qu'ils auraient pour ce qu'ils font et les conditions dans lesquelles ils décideraient de le faire, l'objection « ils n'iront pas travailler » ne tient pas.

6. le travail social, du fragment à la totalité

Dans une économie démonétisée, le travailleur social n'est plus obligé d'aller au repêchage des laissés pour compte, il n'est plus obligé de les remettre à niveau pour assurer leur compétitivité, il n'est plus obligé de les inciter à prendre le premier boulot qui vient.

L'économie sociale et solidaire n'est plus obligée de créer des poches de résistances capables de s'autofinancer et de conquérir des parts de marché dans des secteurs improbables comme la récupération.

